



**International Crisis Group (ICG), dans un rapport publié le jeudi 26 avril avait clairement indiqué que la crise sociopolitique qui frappe les régions anglophones du Cameroun s'« accentue ».**

« On est passé de petites attaques sporadiques à, aujourd'hui, des milices armées, près d'une dizaine, qui se sont constituées, et qui sont de mieux en mieux armées, et qui contrôlent même des portions de territoire, notamment dans les zones rurales de la région du sud-ouest. Le risque est très élevé aujourd'hui que les choses puissent davantage se dégrader et même déraiper en guerre civile. Il nous semble à l'évidence qu'à mesure que l'on se rapprochera de l'élection présidentielle en septembre ou en octobre 2018, les violences et les attaques dans les régions anglophones vont s'accroître », expliquait Hans De Marie Heungoup, politologue et analyste sénior pour l'Afrique centrale à l'ICG.

Informations réfutées en bloc par le ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement camerounais. Issa Tchiroma Bakary évoquait plutôt une situation « sous contrôle »

A l'en croire, « Le gouvernement camerounais bénéficie d'un plébiscite au quotidien de toutes les populations des régions du nord-ouest et du sud-ouest du Cameroun »

Et de poursuivre « c'est une infime minorité, extrémiste et violente, qui veut en imposer aux populations en tuant, en massacrant, en amputant. Mais l'ensemble de notre territoire national aujourd'hui est sous le contrôle de notre administration. Et la présence suffisamment dissuasive de nos forces de défense et de sécurité contribue naturellement à éloigner de nos frontières ces violents terroristes. Mais ce que je peux vous dire, c'est que la guerre civile, il n'y en aura pas ».

Le gouvernement camerounais a régulièrement accusé le centre de recherche et d'analyses basé à Bruxelles et à Washington de « déstabilisation » après un rapport dénonçant « une répression meurtrière » et un risque « d'insurrection armée » dans les régions anglophones du pays.